

Face à la prostitution de mineurs, un grand désarroi

ENFANCE EN DANGER 5/7 Les jeunes filles confiées à l'aide sociale à l'enfance sont une cible des proxénètes

Nul ne sait où est Soraya. L'adolescente de 16 ans n'était pas au tribunal correctionnel de Paris, mardi 1^{er} avril, où trois hommes de 18 ans à 20 ans ont été condamnés pour proxénétisme aggravé, après l'avoir exploitée. Elle ne saura rien du portrait qu'ils ont fait d'elle. Soraya qui «*faisait la jalouse*», selon l'un. Soraya qui «*voulait plus*» avec un autre, alors que lui ne voulait que «*l'aider*», raconte le seul à assumer avoir «*facilité sa prostitution*», comme il dit. «*Un bon samaritain, en somme*», ironise le procureur. Ce qui incluait donc de poster des annonces, de louer des appartements, d'intervenir quand les clients «*l'abusaient*». Et de récupérer une bonne partie de l'argent.

Soraya ne s'appelle pas Soraya, son prénom a été modifié, comme tous les mineurs en situation de prostitution dont *Le Monde* retrace ici le parcours. Les alertes des professionnels de la protection de l'enfance se multiplient ces dernières années sur un phénomène qui semble en hausse, sans données chiffrées fiables. Avec toutefois un élément constant : la prévalence des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance (ASE) parmi les mineurs qui se prostituent.

Soraya n'est pas chez sa mère, qui l'a mise à la rue. Soraya n'est plus non plus dans le foyer où elle a dénoncé les violences psychologiques d'éducateurs qui doivent être jugés en mai. Ni dans le suivant, où une chambre l'attend. La voilà à nouveau dehors, quelque part, avec «*Walid*», son ancien proxénète.

Constance Dewavrin, l'avocate qui représente ses intérêts, dessine devant la 15^e chambre une «*toute petite puce*» baignée dans un trop-plein de traumatismes. Une mère alcoolique, un viol collectif, des placements ratés et une vie d'errance. Une jeune fille qui «*pense qu'elle n'est rien*», souligne-t-elle, et à qui elle veut pouvoir expliquer, «*quand on la retrouvera, que cette affaire a été prise au sérieux, bien plus que ce qu'elle en raconte elle-même*». Les trois jeunes hommes de l'audience du 1^{er} avril ont été condamnés à des peines de dix mois de sursis à trois ans de prison, dont un ferme. Emma a 13 ans et elle aussi a disparu, depuis cinq jours maintenant. Son histoire

est emblématique de celle de toutes les jeunes filles placées en fugue que les travailleurs sociaux de la fondation La Vie au grand air-Priorité Enfance rencontrés par *Le Monde* dans les Pays de la Loire ont dû aller chercher ces derniers mois à Savenay (Loire-Atlantique), Cannes (Alpes-Maritimes), Nice, Orléans... Aucun d'entre eux ne donnera son nom, pour protéger les enfants, mais aussi parce que «*c'est tout petit, ici*», et qu'il leur arrive «*trop souvent*» d'être en contact avec les proxénètes. Comme celui qui était venu jusqu'à la maternité récupérer une de leurs gamines, qui venait d'accoucher à 14 ans.

«Caresances affectives énormes»
Emma a les cheveux bouclés flamboyants. Impossible de la rater. Alors pourquoi ne pas coller son visage un peu partout pour la retrouver ? «*Le problème, c'est qu'il faut lui montrer qu'on la cherche tout en évitant que ses proxénètes l'emmènent plus loin*», prévient un éducateur en lien avec la police. Une autre s'agace. On ne lui fera pas croire que personne n'a croisé Emma sans lui demander ce qu'elle faisait là, seule dans la rue à 13 ans. «*Alors c'est facile de dire que le problème, c'est les travailleurs sociaux qui ne font pas leur taf, mais c'est un problème collectif que la société ne veut pas voir*». Et de décliner la liste des «*manques*» : des lits absents en pédopsychiatrie à la juge des enfants du coin qui croule sous les dossiers, en passant par les effectifs policiers insuffisants pour aller chercher une adolescente en fugue, «*même quand on sait où elle est*».

L'éducatrice craque en se souvenant d'une ado de 15 ans qui lui racontait le doublement du prix de ses passes depuis qu'elle était enceinte : «*Cinq cents balles pour une heure avec une gamine enceinte, mais qui sont les clients ?*»

Camille, elle, a 12 ans et sa mère lui a rasé les cheveux quand elle a su. Elle lui a dit que «*comme ça*», elle arrêterait «*d'aller séduire les garçons*». Camille ne «*séduit*» pas, elle se prostitue. Ou plutôt on la prostitue, puisque, à 12 ans, elle aussi est victime d'un proxénète. Mais elle préfère parler de lui comme de son «*mec*».

Camille n'a pas de «*foyer ressource*», comme le formule pudiquement Léa Messina, responsable du dispositif Alba dans la métropole de Nantes, qui l'a rencontrée dans le cadre de l'accompagnement pour les mineurs en situation ou en risque de prostitution. Sa vie est faite de maltraitance familiale, d'errance, et finalement d'un placement décidé par le juge des enfants. Pourtant, personne ne sait où dort Camille la plupart du temps. L'ASE lui avait bien trouvé une place,

mais cohabiter avec les autres enfants était trop compliqué.

Alors Camille s'est remise à fuir. «*On n'avait rien à lui proposer en termes de mise à l'abri. On est démunis*», déplore Léa Messina. Camille a fini par rencontrer un garçon, qui lui a promis de prendre soin d'elle. Il lui a offert un ou deux bijoux, l'a cajolée quelques heures, quelques jours. Puis il l'a emmenée dans une cave où elle a été violée par plusieurs hommes, plusieurs fois. Avant de la prostituer.

Depuis, Camille est devenue proxénète elle-même. Un terme dissonant pour parler d'une enfant de 12 ans. C'est pourtant celui qui correspond juridiquement à ces «*conseils*» donnés à une copine, qui voulait faire comme elle. Elle l'a aidée à rédiger ses premières annonces, a gardé un œil sur elle avec ses premiers clients, «*pour la protéger*», jure-t-elle.

«*Evidemment que leurs mécanismes de défense sont défaillants,*

résume Léa Messina. Mais quand des enfants victimes exploitent d'autres enfants victimes, ça parle de la façon dont nous, adultes, on a échoué à les protéger. » A 36 ans, elle écoute des récits de victimes à longueur d'année, depuis quinze ans déjà. Alors, que les foyers de l'ASE soient la cible de proxénètes «*vautours*» ne l'étonne plus. «*Les stratégies des proxénètes se basent justement sur leurs carences affectives énormes, c'est un vrai terreau pour eux*».

«Avoir les bonnes ambitions»
Plus au nord, dans la périphérie de Lille, Chloé répond qu'elle n'a «*besoin de rien*», qu'elle se «*débrouille toute seule*» entre la rue et les foyers. Chloé a 15 ans, un doudou est posé sur son lit, à côté d'une coque de téléphone portable dans laquelle elle range deux billets de 20 euros. Elle voudrait emmener sa marraine en vacances – «*mais faut pas qu'elle sache*

d'où vient l'argent» – et s'acheter une maison, parce que, à 18 ans, «*y'aura plus rien pour [elle]*». La première fois qu'elle a fait «*ça*», c'était contre une nuit au chaud. Elle venait de fuir de chez ses parents. «*Et puis j'ai compris que je pouvais faire de l'argent*». Jusqu'à 1300 euros la nuit complète, «*mais la plupart du temps, faut enchaîner*». Chloé partage ce qu'elle gagne avec «*quelqu'un*», et doit encore retirer le prix des stup qu'elle consomme. Ce qu'il lui reste à la fin tient dans la coque de son téléphone.

Chloé est arrivée il y a deux semaines à Gaïa, une maison dévolue à l'hébergement de 10 jeunes filles de 13 ans à 21 ans en situation de prostitution, gérée par l'association Solfa. «*Le meilleur foyer que j'aie fait*», conclut-elle. Tous ses placements ont échoué avant ça. «*Ici, je ne me sens pas jugée, et, au moins, on m'ouvre la porte quand je reviens*».

«On prend le temps de retisser un lien de confiance et on leur apprend à vivre avec leurs douleurs»

ILIAS AMMIOUI
chef de service
à la maison Gaïa

Parmi les dizaines de «*pas de côté*» mis en place à Gaïa, un exemple : ici, l'équipe «*prépare*» les fugues. Une des adolescentes est même partie la veille avec un pilulier contenant son traitement. «*Ça peut décontenancer, mais tant qu'on ne comprend pas que ces jeunes ne rentrent pas dans les cases existantes, on continuera à les maltraiter*», insiste Ilias Ammioui, le chef de service depuis un an.

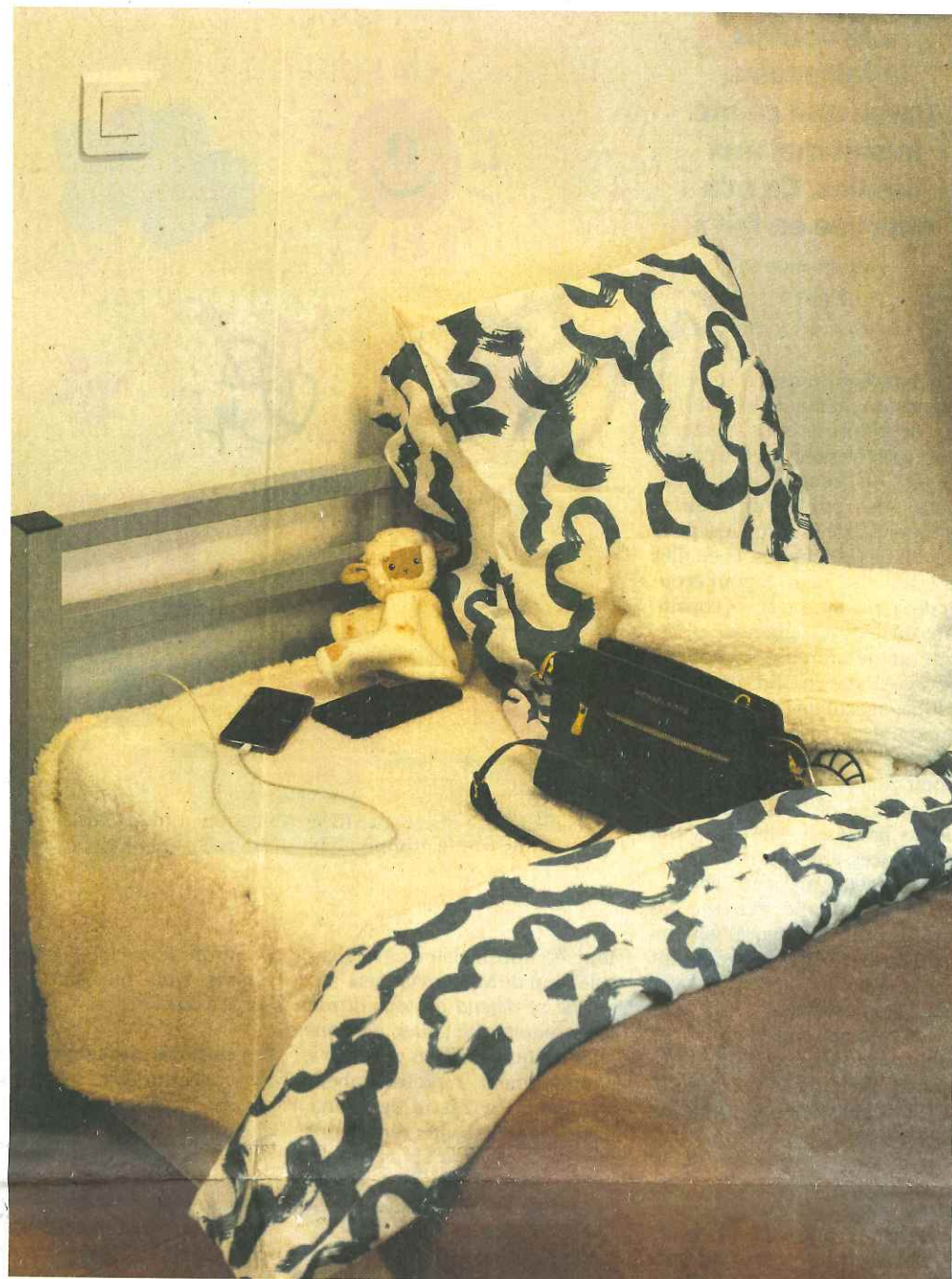
La structure a appris au contact de la réalité. La première version, lancée en 2021 dans un format trop «*contenant*», a mal fini. «*Il leur fallait plus de liberté*». Une deuxième formule lui a succédé, plus «*permissive*». Nouvelle rébellion. «*C'était trop, il leur fallait plus de cadre*». Le résultat actuel, inauguré officiellement le 27 mars, est une «*dentelle*». Educateurs, veilleurs de nuit, psychologues, infirmières, maîtresse de maison... Ils sont 14 à accompagner jour et nuit petites victoires et grosses rechutes.

L'une des éducatrices se consacre à un horaire encore en «*test*» : le 18 heures-2 heures du matin, qui prend tout son sens avec des jeunes pour qui la nuit est aussi vivante qu'angoissante. Lorsque Zahra est revenue d'un mois de fugue à Paris, c'est précisément à cette éducatrice que l'adolescente de 15 ans a tout raconté. «*Les viols, les horreurs demandées par les clients, tout. Il faut être sacrément bien dans tes baskets pour tenir*». Ilias Ammioui insiste sur le fait qu'il faut surtout «*avoir les bonnes ambitions*» : «*Parfois, je me rends compte qu'on attend de nous qu'on les "guérissent". Mais on n'est pas des superhéros, on récolte toutes les carences de leur histoire, tous les filets de sécurité du monde des adultes qui ont sauté sur leur route. Alors on prend le temps de retisser un lien de confiance et on leur apprend à vivre avec leurs douleurs*».

Dans la nuit, un homme est venu rôder autour de la maison Gaïa. Abdel, le veilleur de nuit, n'en revient pas lui-même de ce qu'il va annoncer au reste de l'équipe : «*Apparemment, c'était un client. Le mec voulait être remboursé*».

LUCIE SOULLIER

Prochain article Pour les enfants de l'ASE, le moment couperet des 18 ans



La chambre d'une jeune fille à la maison Gaïa, près de Lille, le 20 mars. AIMÉE THIRION POUR «LE MONDE»

«Cinq cents balles pour une heure avec une gamine enceinte, mais qui sont les clients ?», s'interroge une éducatrice

A Paris, une équipe mobile de psychiatrie pour les jeunes placés

Alors que l'accès aux soins est difficile, le dispositif MobiPsy et sa dizaine de professionnels de santé suivent 130 enfants et adolescents

Essayer de devenir un «*lieu de repère*», un «*point fixe*», l'un des rares pour des enfants aux parcours sinueux. MobiPsy, l'équipe mobile de pédopsychiatrie, intervient en situation de crise auprès des enfants et adolescents confiés à l'aide sociale à l'enfance (ASE) de Paris, avec une dizaine de professionnels (psychiatre, psychologue, infirmière, assistante sociale, éducatrice...) qui se déplacent dans des foyers, des familles d'accueil, aux urgences hospitalières... Mais elle s'inscrit aussi dans la durée, pour 130 jeunes (jusqu'à 21 ans) qu'elle suit en consultation. «*Réactivité*

et continuité» sont deux principes que promeut Maeva Musso, psychiatre de 33 ans à la tête de l'équipe depuis bientôt deux ans.

L'accès aux soins psychiatriques constitue l'un des «*trous dans la raquette*» majeurs de la politique publique de protection de l'enfance. A la maltraitance familiale initiale, donnant lieu à une mesure de placement, s'ajoute le traumatisme que constitue bien souvent la vie dans un nouvel environnement. Mise en place en 2012 et rattachée aux hôpitaux Paris-Est Val-de-Marne, l'équipe fait partie des rares dispositifs spécifiquement tournés vers ces jeu-

nes. En cette fin février, la psychiatre revoit pour la troisième fois de la semaine, avec son collègue psychologue Nader Aghakhani, un garçon de 9 ans qui devient «*une tornade*» quand il faut lâcher ses jouets. Quelques jours plus tôt, ils sont déjà intervenus en urgence au sein du foyer dans lequel il est placé, qu'il avait mis sens dessus dessous. Ils l'ont revu le lendemain, quand il est revenu jouer dans la salle de l'espace d'accueil de la structure parisienne située à quelques pas de la place de la Bastille. Il avait été emmené aux urgences par ses éducateurs, à la suite d'un nouvel accès de colère.

Même les pompiers ne se déplacent plus dans son foyer.

Hurlements

Cette fois, c'est dans la salle de consultation, alors que le rendez-vous organisé avec sa mère et un éducateur s'achève, qu'une crise débute, au moment où il s'agit de ranger. A mesure que les objets volent et que les coups partent, les deux soignants se relaient pour contenir l'enfant, lui parlent, continuent de faire passer des messages. «*Tu vas te faire mal, arrête, on est là pour t'aider*», répètent-ils inlassablement, alors que les hurlements continuent. «*Tu dois être*

très triste pour te mettre autant en colère, ce serait bien qu'on en parle, pour trouver des solutions, il y a d'autres moyens», dit la psychiatre.

Sans dévier de l'objet de sa colère, l'enfant dévoile parfois, malgré lui, quelques mots de sa souffrance, tel le souhait que sa maman reste avec lui. Difficile d'accepter sa vie placée en foyer tout en entendant sa mère confier toute sa tristesse et son opposition à la mesure. «*Aux urgences, ils injectent un produit et la crise s'arrête... mais cela ne règle rien*, reprend Maeva Musso. Là, ça demande du temps, on peut se prendre quelques coups, mais il voit qu'on est là,

il entend ce qu'on dit, et petit à petit, les choses avancent.»

Crise violente, crise suicidaire, crise avec hallucination... L'équipe prend en charge toutes sortes de situations. Pas question d'être dans la «*pathologisation*», ou dans une démarche «*d'entomologiste qui regarderait une bête*», dit Maeva Musso. «*Comment vas-tu aujourd'hui ?*» «*Comment est-ce que je peux t'aider ?*» A chaque consultation, des questions simples reviennent. «*Le jeune est présent lorsqu'on parle de lui, on ne débrieife pas son "cas" en son absence*», ajoute-t-elle.

CAMILLE STROMBONI